



Mouvement « ensemble pour une santé solidaire »

Communiqué de presse

« Hôpital : la politique de Sarkozy et Bachelot tue ! »

Un petit garçon est mort le soir de Noël. Un homme de 53 ans ce week-end.

Erreur « humaine » dans le premier cas

Trop de temps pour trouver une place libre dans un service compétent, pour le second.

Deux morts qui n'auraient pas dû être. Nous partageons la peine et la colère de ces deux familles, qui aujourd'hui doivent affronter à la fois le désespoir et le sentiment d'injustice.

Nous pensons aux soignants aussi. Des femmes et des hommes dont le métier est de sauver des vies, et qui n'y arrivent plus. Ou qui, à force de fatigue, commettent une erreur. Fatale.

Alors que, au cours des 50 dernières années, la médecine a repoussé les limites de la science, aujourd'hui nous pleurons un enfant et un homme qui ne sont pas les victimes de l'impuissance médicale face à la maladie. **Cet enfant et cet homme sont les victimes d'une politique délibérée d'un gouvernement qui casse l'hôpital public, pour créer une pénurie médicale. Cette pénurie obligera les français à accepter la privatisation dont ils ne veulent pas.**

Les arguments d'économies, de « rentabilité », de « réorganisation » ne trompent plus personne, quand l'Etat qui démantèle l'hôpital public arrive à trouver en quelques jours, dans des « caisses vides » des milliards pour renflouer les banques victimes de leur folie des grandeurs.

Pendant ce temps, Roselyne Bachelot pérorait chez Drucker ce dimanche, ne s'inquiétant que de l'éventuelle « récupération d'un drame aussi épouvantable » tandis que le secrétaire de l'UMP, lui, « mettait en garde » contre une récupération « politicienne » de cette « affaire ».

Voici ce que nous écrivions le 15 décembre :

« Nous rappelons au Chef de l'Etat et au gouvernement que les mesures et réformes qu'ils décident et mettent en place sont des choix politiques. Leurs choix.

Faut-il attendre que, demain, des malades privés de soins meurent, comme aux USA, du fait de décisions gouvernementales (fermetures hospitalières, déremboursements, forfaits, franchises etc...) visant à favoriser les actionnaires de cette belle source de profits qu'est la santé, pour que le mot, « responsabilité » prenne alors tout son sens ?

Faudra-t-il que cette réalité heurte de plein fouet tous ceux qui ont encouragé ou laissé faire, par intérêt personnel ou par désintérêt de ce qui ne les concerne pas directement, pour qu'ils mesurent la gravité de leur faute morale ? »

Aujourd'hui Mme Bachelot juge « incompréhensible » qu'il ait fallu plusieurs heures pour trouver un lit à un malade...

Et nous, nous jugeons inacceptable, que la ministre de la santé s'obstine dans une politique qui fait de plus en plus la preuve de son inefficacité et de sa dangerosité. Nous jugeons indécent qu'elle refuse d'endosser la moindre responsabilité en cas de problème ou de drame. Nous jugeons immoral qu'elle fasse semblant de ne pas comprendre que c'est SA politique qui est dangereuse.

Deux morts, c'est déjà trop. N'attendons pas qu'il y en ait d'autres pour obliger le gouvernement à arrêter de casser l'hôpital public et la sécurité sociale.

Pour le Mouvement Ensemble pour une Santé Solidaire <http://ensemblepourunesantesolidaire.fr>

Bruno-Pascal CHEVALIER - 06 89 18 01 77 - Cécile MOUTTE - 06 10 73 83 99

<http://ensemblepourunesantesolidaire.fr>